

« Ramses 2013 » : le futur du Web en lettres digitales

Article publié le 3 octobre 2012

Une proposition de loi votée sur Internet par 50 000 citoyens pourra être soumise au Parlement. C'est la National Security Authority finlandaise qui l'a déclaré en accordant l'autorisation d'un « *Open Ministry* », la première plateforme en ligne permettant d'élaborer et de voter des propositions de loi.

La nouvelle arrive juste à temps avant la publication de « *Ramses 2013* », un des plus importants rapports sur la politique mondiale inaugurant la discussion sur la démocratie digitale.

« *Open ministry* » (« *Avoin ministeriö* » en finlandais) permettra en **octobre 2012** de lancer la discussion sur les propositions de loi édictées par les citoyens eux-mêmes, et l'obtention de **50 milles** signatures nécessaires pour les soumettre au **Parlement**. Il s'agit d'une plateforme en ligne élaborée par quelques entrepreneurs finlandais à la suite de l'autorisation accordée par les instances du pays en mars dernier d'émettre des propositions de loi d'initiative populaire appelées « *Open ministry* ». Cela permettra aux personnes chargées de récolter les signatures de rester bien au chaud chez eux à attendre que les numéros montent sur leurs écrans d'ordinateurs.

Gouverner à l'ère digitale

« [La censure en Europe](#)n'est pas comparable à celle de la Chine et de la Russie »

La nouvelle est parue peu après la publication du rapport « [Ramses 2013](#) » une des plus importantes analyses sur la politique mondiale. Ce rapport pose pour la première fois la question de la gouvernance à l'ère digitale, au cœur des défis qui attendent les hommes politiques européens et mondiaux de demain. « *Open*

ministry », « *Liquid Feedback* » et les instruments accessibles à tous les citoyens pour intervenir dans le débat démocratique ont un immense potentiel. Mais les conséquences qu'ils pourraient générer sont encore peu étudiées, et plus d'un gouvernement est loin d'accepter de les autoriser.

Ramses, un regard sur le monde

« *Ramses* » est le rapport annuel sur la politique mondiale réalisé par l'**Ifri** (Institut français des relations internationales). Selon le [Global Go to Think Tank Reports 2011](#), l'**Ifri** fait partie des **30** think tanks les plus novateurs au niveau de la politique.

Pour la première fois depuis 30 ans, le directeur **Thierry de Montbrial** a dédié un paragraphe de sa rigoureuse « *préface* » à l'influence des réseaux sociaux sur la politique contemporaine. Sa préface compare ses instruments à un « *embryon de société civile mondiale* » devant être encore entièrement défini.

[Comment recueillir les semences de la démocratie digitale](#) sur [cafebabel.com](#)

« *Le concept d'E-gouvernement ne suppose pas seulement un meilleur accès aux informations et aux processus politiques mais suppose aussi une approche participative ayant pour but de modifier les rapports entre les autorités de l'État et la société.* » Cette phrase qui est insérée parmi les premières pages du rapport annuel « *Ramses 2013* » pourrait déclencher la sonnette d'alarme pour plus d'un régime contemporain, qu'il soit démocratique ou autoritaire.

La sensation de liberté du Web, même sous censure

Le sujet approfondi par l'un des plus brillants chercheurs en la matière, **Julien Nocetti**, pourrait sembler compliqué pour ceux qui ne sont pas des spécialistes d'Internet et de Sciences Politiques. Nocetti nous amène avec lui parmi les maillons du Web, où la censure est « *douce* » et dans lequel le rôle des différents acteurs sont encore plus confus.

Avant de mettre en place toute forme de démocratie directe par l'intermédiaire d'Internet, les experts, à travers leurs commentaires semblent dire qu'il est nécessaire de définir les règles du Web. Mais jusqu'à quel point l'État peut-il contrôler Internet ? Si on veut également bénéficier des effets politiques du Web, il faut préserver cette

« *sensation de liberté* ». Dans certains pays du monde, de nouvelles formes de censure avec des résultats plus ou moins favorables sont actuellement expérimentées.

Une autre stratégie dite « *noyade* » est appliquée par les russes. Comme raconte Nocetti, « *les blogueurs et les internautes "dangereux"* (parmi les plus célèbre figure [Alexeï Navalny](#)), sont accusés d'être pro-occidentaux. Et leur voix se perd dans une mare de commentaires favorables au régime, directement soutenus par les autorités. »

« POUR LA GÉNÉRATION NÉE AVEC INTERNET LE WEB N'EST PAS SEULEMENT SYNONYME DE LIBERTÉ D'INFORMATION »

Et en Europe ? Nocetti explique que « *la censure en Europe n'est pas comparable à celle de la Chine et de la Russie. Elle concerne des aspects plus intellectuels comme le droit de copyright (la loi Hadopi en France, le procès de The Pirate Bay en Suisse) ou elle est sinon justifiée pour lutter contre la criminalité.* »

WikiLeaks et Anonymous

Les problèmes que « *la démocratie digitale* » doit affronter ne nous semblent pas être ceux liés à la censure. « *Le Web provoque une remise en question des rapports entre les institutions et les individus. Et c'est trop simpliste de réduire ce fait au seul aspect des protestations – peut-on lire dans « Ramses » - (...) pour la génération née avec Internet, le Web ne représente pas seulement la liberté d'information, mais c'est aussi la meilleure façon pour contourner les barrières instrumentales.* »

« LE WEB N'IMPOSE DE RÔLE À PERSONNE, MAIS IL EN OFFRE À TOUT LE MONDE »

Dans le cas finlandais, « *Open ministry* » contourne les difficultés économiques et d'organisation liées au recueil des signatures et à la discussion prolongée sur un projet de loi, entre des personnes dispersées dans tout un Pays qui est le 7ème par extension en Europe. « *C'est incontestable que la technologie évolue plus rapidement que la société, et encore plus que les États* », Nocetti écrit encore que « *les affaires de WikiLeaks et d'Anonymous ont mis en évidence une série de fractures comme: celle entre le privilège de confidentialité des élites et le besoin de transparence recherché par les gens : celle entre le monologue de la décision politique et le désir d'une*

démocratie partagée : celle entre une caste dirigeante basée sur la dissimulation et les jeunes générations pour lesquelles Facebook représente une nouvelle grille de lecture du monde. »

A la fin de son chapitre, Nocetti s'interroge sur l'utilisation « *citadine* » et « *militante* » du Web qui est au coeur d'une crise d'autorité des États : « *l'État est encore loin de disparaître (...) la frontière entre les simples militants, les perturbateurs et les criminels devient toujours plus subtile sur le Web. Et c'est justement une des limites d'Internet : n'imposer aucun rôle à personne mais les offrir à tout le monde. »*

A l'heure à laquelle nous écrivons, la démocratie digitale n'est encore qu'un bref chapitre inséré dans un rapport annuel de géopolitique. On fait le pari qu'on en entendra à nouveau parler ?